




Octobre
2021



**L'EDUCATION
ATTAQUEE EN AFRIQUE
OCCIDENTALE ET
CENTRALE**

**Une note du groupe de travail régional
sur l'éducation en situations d'urgence**

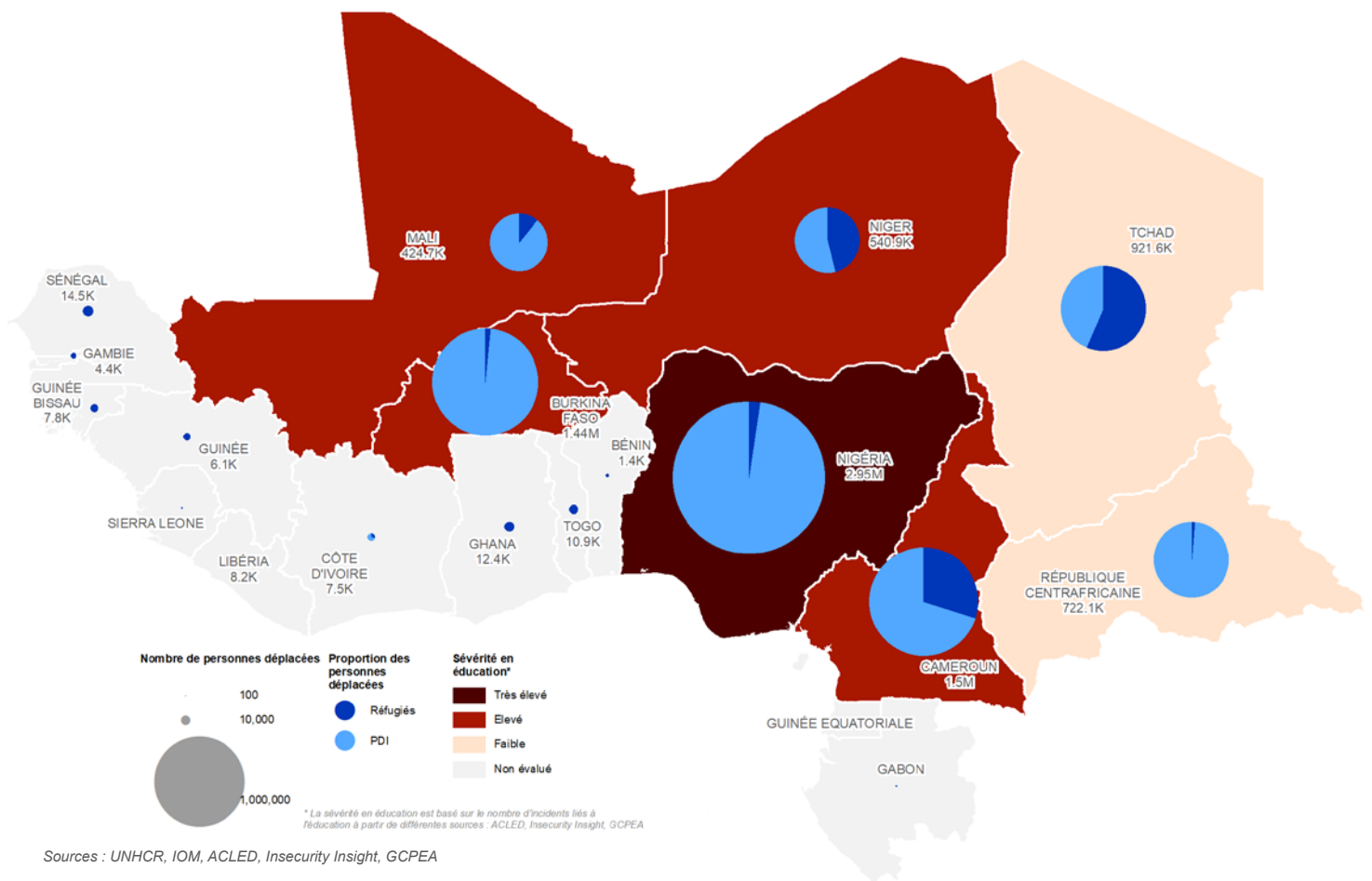
La recrudescence de la violence armée dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, au Burkina Faso, au Cameroun, en République centrafricaine, au Mali, au Niger et au Nigeria, a un impact dévastateur sur la survie, l'éducation, la protection et le développement des enfants. En plus de l'insécurité générale et de l'augmentation de la violence entraînant des déplacements massifs, les attaques et menaces délibérées contre les écoles, les enseignants et les élèves, à l'école ou sur le chemin de l'école, sont de plus en plus fréquentes, ce qui aggrave encore la situation des enfants et compromet leur avenir.

La Déclaration sur la Sécurité dans les Écoles (SSD)¹, qui a été approuvée par la quasi-totalité des États d'Afrique de l'Ouest et centrale, donne aux pays l'opportunité d'exprimer leur soutien à la protection de l'éducation contre les attaques

en période de conflit armé ; à l'importance de la poursuite de l'enseignement ; et à la mise en œuvre de mesures concrètes pour dissuader l'utilisation militaire des écoles. **Réunis à Abuja pour la quatrième Conférence Internationale sur la Déclaration sur la Sécurité dans les Écoles**, les dirigeants du monde entier ont l'occasion de réfléchir à ce qui est nécessaire et de **s'engager à mener des actions clés pour mettre fin aux attaques contre les écoles, les enseignants et les élèves, et pour protéger tous les enfants aujourd'hui et pour les générations futures**. Faute de solutions concrètes permettant de sauvegarder l'éducation de ces enfants, c'est une génération entière qui sera sacrifiée, avec un impact dévastateur sur le développement socio-économique de la région et les perspectives de paix, aujourd'hui et dans les années à venir.

1. <https://ssd.protectingeducation.org/>

Tendances en matière d'attaques contre l'éducation et de déplacements en Afrique occidentale et centrale (septembre 2021)



DES ATTAQUES EN CONSTANTE AUGMENTATION



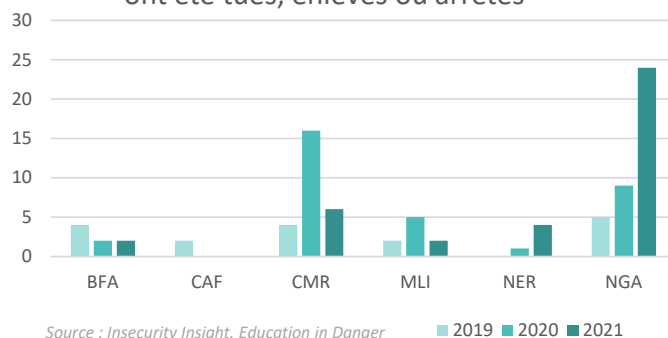
©NRC/Chanel Igara

L'insécurité croissante dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre a entraîné une augmentation du nombre d'attaques contre des écoles par des groupes armés non étatiques (GANE) et des cas inquiétants d'écoles occupées par des forces militaires.

Selon les données de la Coalition mondiale pour protéger l'éducation contre les attaques (GCPEA)², le nombre d'attaques contre des écoles dans les six pays touchés par des conflits (Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger, Nigéria et République centrafricaine) a presque triplé de 2019 à 2020, passant de 303 à 802.

Les attaques contre les écoles comprennent l'utilisation intentionnelle ou effective de la force par les forces armées, les forces de l'ordre, d'autres entités de sécurité de l'État et les GANE, contre les infrastructures scolaires, y compris les incendies criminels, l'utilisation d'engins

Nombre d'incidents où des enseignants ont été tués, enlevés ou arrêtés



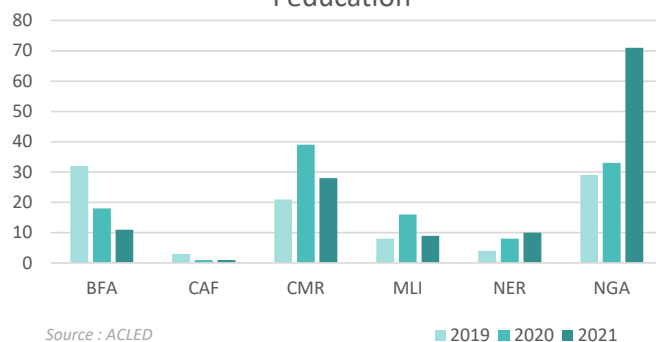
2. Global Coalition to Protect Education from Attack : <https://protectingeducation.org/>

explosifs improvisés (EEl), les frappes aériennes, les frappes au sol, les raids et les pillages. Dans la région, ces attaques sont devenues une triste réalité quotidienne : chaque mois, des installations scolaires sont pillées ou incendiées, des enseignants sont tués, des enseignants et des élèves sont enlevés. On rapporte également de nombreux cas où des groupes armés ont intimidé des élèves, terrorisé des parents pour qu'ils empêchent leurs enfants d'aller à l'école, et tué, enlevé, brutalisé ou menacé des dizaines d'enseignants.

Dans de nombreuses régions d'Afrique de l'Ouest et du centre qui connaissent une hostilité accrue à l'égard de l'éducation, les écoles sont considérées comme un symbole de l'État que les GANE veulent abattre, ou comme un vecteur de la culture occidentale. Dans les États du Sahel central que sont le **Burkina Faso, le Mali et le Niger**, en 2019, des groupes armés ont commencé à menacer les enseignants qui utilisaient le programme d'enseignement laïc de l'État³. Au Burkina Faso, plusieurs rapports ont démontré que le droit à l'éducation a été gravement compromis tout au long de l'année 2020 en raison des attaques de GANE contre des écoles primaires et secondaires ; les élèves et les enseignants ont également

3. <https://www.unicef.org/press-releases/school-closures-sahel-double-last-two-years-due-growing-insecurity-unicef>

Nombre d'incidents en lien avec l'éducation



Source : ACLED

été fréquemment menacés de violence⁴. **Au Cameroun**, dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, des enfants et des enseignants ont été menacés, enlevés, harcelés et tués pour s'être rendus à l'école⁵. Dans plusieurs pays de la région, l'éducation des filles semble spécifiquement ciblée par les groupes armés : dans certains cas, ils ont en effet clairement déclaré qu'ils attaquaient les écoles de filles pour avertir les filles de ne pas aller à l'école, en exigeant que les parents et les enseignants les ferment, ou pour essayer de restreindre la mobilité et le code vestimentaire des filles⁶.

4. <https://www.amnesty.org/en/location/africa/west-and-central-africa/burkina-faso/report-burkina-faso/>; https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2020/05/BurkinaFaso0520_web.pdf

5. <https://reliefweb.int/report/cameroon/acaps-thematic-report-cameroon-education-crisis-northwest-and-southwest-regions-19>

6. Impact des attaques sur l'éducation : https://protectingeducation.org/wp-content/uploads/documents/documents_impact_of_attacks_on_education_nov_2019_lowres_webspreads.pdf





Au Nigéria, les motifs rapportés pour cibler les écoles, les universités, les étudiants, les enseignants et autres personnels de l'éducation incluent souvent le désir de : bloquer l'éducation des filles, enlever les enfants pour les utiliser comme combattants, esclaves sexuels ou soutien logistique dans les opérations militaires, ou enlever les étudiants et les enseignants pour obtenir une rançon et un profit. En avril 2021, lorsque les groupes d'opposition armés ont envahi Dikwa, ils ont délibérément recherché les enseignants et les étudiants, offrant de l'argent aux membres de la communauté pour qu'ils identifient toute personne associée aux écoles publiques, et menaçant de revenir et de prendre pour cible les enseignants et les étudiants. Au-delà de cette violence politique, les enlèvements et les séquestrations d'élèves (pour la plupart) et d'enseignants sont en constante augmentation depuis quelques années. Au moins 1 409 élèves ont été enlevés dans leurs écoles au Nigéria depuis le premier incident de la récente épidémie d'enlèvements d'élèves qui a débuté en mars 2020. 17 enseignants ont également été enlevés avec leurs élèves⁷. Les filles enlevées courent le risque d'être violées puis abandonnées ou «mariées» de force à un ou plusieurs combattants⁸.

Un autre impact notable de la recrudescence de la violence armée sur l'accès à l'éducation est l'occupation ou l'utilisation des écoles par les parties au conflit : les écoles et les universités

sont saisies pour servir de casernes, de bases ou de positions de tir. Au **Burkina Faso**, plusieurs rapports ont fait état de l'utilisation présumée de 10 écoles par les forces armées burkinabè, et de l'occupation présumée d'au moins cinq écoles par des GANE dans la région Centre-Nord en 2019⁹. En **République centrafricaine**, contrairement à l'année dernière, où le non-fonctionnement des écoles était en grande partie causé par la pandémie de Covid-19 et l'insécurité, l'occupation des écoles par des hommes armés après la crise électorale de décembre 2020 a été l'un des principaux obstacles à l'accès à l'éducation en 2021. Selon les données du Cluster Éducation en octobre 2021, 689 écoles sont non fonctionnelles (27%), 46 écoles ont été occupées en 2021 et 5 n'ont pas encore été libérées¹⁰. La présence de parties armées, qu'il s'agisse d'un GANE ou d'une force gouvernementale, dans et autour des écoles, expose les élèves et les enseignants à des risques accrus, notamment au risque d'attaques et de représailles. L'utilisation militaire des écoles augmente le risque que les bâtiments et les infrastructures scolaires soient endommagés ou détruits, que les fournitures scolaires et autres soient pillées, et que les élèves et le personnel enseignant aient trop peur de se rendre à l'école, augmentant ainsi la probabilité que l'éducation soit interrompue. A Boali, les environs de l'école ont été parsemés de mines terrestres et d'autres engins explosifs improvisés, ce qui rend impossible le retour des élèves à l'école.

7. Les enlèvements scolaires au Nigéria : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/School-abduction-in-Nigeria-1024x655.pdf>

8. Impact des attaques sur l'éducation : https://protectingeducation.org/wp-content/uploads/documents/documents_impact_of_attacks_on_education_nov_2019_lowres_webspreads.pdf

9. Leur guerre contre l'éducation : https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2020/05/BurkinaFaso0520_web.pdf

10. Aperçu des besoins humanitaires (HNO) 2022, République centrafricaine



AU-DELA DE LA DESTRUCTION DES ECOLES



L'impact à court terme des attaques sur l'éducation comprend la mort et la blessure d'étudiants et d'enseignants, ainsi que la destruction des infrastructures éducatives. À plus long terme, ces attaques et la terreur qu'elles ont générée ont entraîné une cascade de fermetures d'écoles dans toute la région, mais aussi des perturbations de la fréquentation et des baisses d'effectifs d'élèves, mettant davantage en péril un droit à l'éducation qui a toujours été limité en Afrique centrale et occidentale.

Au début de l'année 2021, près de 5 000 écoles étaient fermées dans les zones touchées au Burkina Faso, au Mali et au Niger, dans l'Extrême-Nord du Cameroun, dans la province du Lac au Tchad et dans les régions du Nord-Est du Nigéria, privant des centaines de milliers d'enfants d'éducation et les exposant à des risques accrus de risque d'exploitation et d'abus¹¹.

11. Crise au Sahel : Aperçu des besoins et des conditions humanitaires (Avril 2021) : <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/sahel-crisis-humanitarian-needs-and-requirements-overview-april-2021>

Au Nigéria seulement, on estime que 600 écoles ont été fermées au début de cette année¹². Dans un pays où le nombre d'enfants non scolarisés est passé de 10,1 millions à 6,9 millions en 2020¹³, la vague d'enlèvements aura des conséquences dramatiques sur la scolarisation et la fréquentation scolaire et remettra en cause les améliorations obtenues ces dernières années. Face au nombre croissant d'enlèvements d'élèves, certains États nigériens (comme Zamfara¹⁴ ou Kaduna¹⁵) ont pris la décision de fermer toutes les écoles primaires et secondaires pour éviter de nouvelles attaques.

Au Cameroun, 700 000 enfants ont été affectés

12. Nigéria : sept ans après Chibok, le gouvernement échoue à protéger les enfants : <https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2021/04/nigeria-seven-years-since-chibok-the-government-fails-to-protect-children/>

13. Entre enlèvement et liberté : <https://reliefweb.int/report/nigeria/between-abduction-and-freedom>

14. Enlèvements au Nigéria : les écoles de Zamfara fermées après l'enlèvement massif d'étudiants par des hommes armés : <https://edition.cnn.com/2021/09/02/africa/schools-shut-nigeria-zamfara-intl/index.html>

15. Les écoles de Kaduna resteront fermées jusqu'à ce que la sécurité s'améliore : <https://www.vanguardngr.com/2021/08/kaduna-schools-to-remain-closed-until-security-improves-govt/>

par les fermetures d'écoles dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en raison de la crise anglophone depuis 2016¹⁶.

La fermeture des écoles n'est pas la seule raison de la baisse de la fréquentation et de la scolarisation. Lorsque les écoles restent ouvertes, les enseignants, les élèves et leurs familles ont peur, vivent dans la crainte quotidienne d'être attaqués et kidnappés et préfèrent se retirer ou abandonner les écoles¹⁷.

Au Mali par exemple, entre 58% et 100% des écoles¹⁸, selon les régions, sont fermées non pas parce qu'elles ont été spécifiquement attaquées, mais plutôt par peur des attaques et des représailles.

Il y a plus d'enfants non scolarisés aujourd'hui qu'il y a 10 ans en Afrique de l'Ouest et du Centre : ce sont 38,8 millions d'enfants qui ne sont pas scolarisés (contre 31,6 millions il y a 10 ans), ce qui représente un enfant non scolarisé sur cinq dans le monde¹⁹. En 2021, **dans les trois pays du Sahel central**, à peine plus de la moitié des jeunes ont accès

à l'enseignement secondaire formel, contre plus de 70% pour l'enseignement primaire. Ce pourcentage chute davantage lorsqu'il s'agit de l'accès à l'enseignement supérieur (19%) et à la formation professionnelle (21%)²⁰. L'évolution de la fréquentation scolaire est passée de 2 enfants sur 3 scolarisés en janvier 2021 à 1 enfant sur 2 en juin 2021. Dans les trois pays, les données collectées montrent qu'en 2021, les principaux obstacles à l'éducation (avec le manque de ressources financières) ont été la fermeture ou la destruction des écoles et l'insécurité à l'école²¹. Pour les enfants déplacés de force, ces chiffres sont encore plus bas : au cours de l'année scolaire 2020-2021, seuls 60% des enfants réfugiés en âge de fréquenter l'école primaire dans la région de l'Afrique de l'Ouest et centrale étaient inscrits à l'école, tandis que 15% uniquement avaient accès à l'enseignement secondaire et à peine plus de 1% à l'enseignement supérieur²².

Les attaques contre les écoles ont exacerbé les défis structurels existants en matière d'éducation pour tous (pauvreté, manque d'infrastructures scolaires, faible accès, nombre insuffisant d'enseignants formés) et, dans certains cas, ont remis en cause des décennies de progrès. Ces perturbations risquent d'entraîner une

16. La crise de l'éducation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest : https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20210219_acaps_thematic_report_cameroon_education_crisis_north_west_south_west_regions.pdf

17. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/30/au-burkina-faso-les-professeurs-font-leur-rentree-la-peur-au-ventre_6013611_3212.html

18. Données du cluster Education au Mali - mise à jour mensuelle

19. Analyse des dépenses d'éducation dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre : <https://www.unicef.org/wca/media/7131/file/Reimagining-Financing-for-Education-Policy-Brief.pdf>

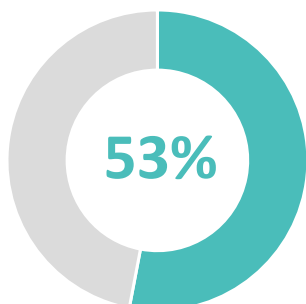
20. Projet 21 : <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/west-and-central-africa/project-21>

21. Ibid.

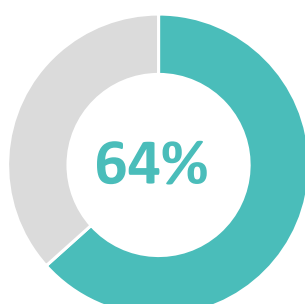
22. Tableau de bord sur l'éducation 2020-2021, UNHCR : <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/88010>

Une évaluation du bien-être des élèves, menée en 2021 par le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) dans les zones affectées par les conflits au Burkina Faso, au Mali et au Niger, a mis en évidence ces conséquences psychosociales pour les enfants. Le bien-être psychosocial étant un précurseur important de l'apprentissage et étant essentiel à la réussite scolaire, il est extrêmement préoccupant de constater qu'un faible pourcentage d'enfants interrogés ont déclaré pouvoir se concentrer facilement ou être «capables de faire de leur mieux à l'école».

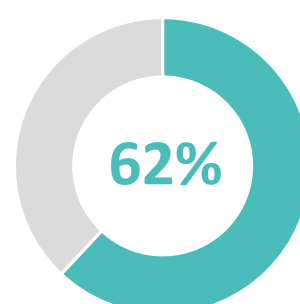
Elèves qui ne se sentent pas en sécurité à l'école



Elèves qui ont peu ou pas du tout d'espoir en l'avenir



Enfants qui ne peuvent pas se concentrer pour faire leurs devoirs



Les entretiens ont été menés auprès de 641 enfants (6 à 14 ans) à Barsalogo (Burkina Faso), Maradi et Tillabéri (Niger) et Mopti (Mali)

baisse de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage, un retard des élèves, une diminution des taux de transition vers les niveaux d'enseignement supérieurs, une surcharge des salles de classe et des limitations dans le recrutement des enseignants²³. Plus les enfants restent longtemps hors de l'école, moins ils ont de chances d'y retourner. Lorsque les enfants ne sont pas scolarisés, leur apprentissage non seulement s'arrête mais risque de rapidement régresser.

Outre la peur généralisée pouvant conduire à une augmentation des abandons scolaires, les attaques contre l'éducation ont des **conséquences psychosociales à long terme pour les enfants**. Dans de nombreux cas, les agresseurs commettent les abus directement devant les élèves terrifiés, laissant les enseignants et les enfants marqués physiquement et mentalement²⁴. La perturbation de leurs besoins fondamentaux, notamment la fréquentation des écoles, en raison de l'insécurité ou des déplacements, peut également priver les enfants d'un développement physique, socio-affectif et psychologique normal. En l'absence de mesures de prévention et de réponse appropriées, l'exposition à long terme à ces niveaux élevés de stress peut entraîner des cauchemars, des reviviscences et un désespoir invalidant, et être

23. Voir l'exemple du Burkina Faso : Leur guerre contre l'éducation : https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2020/05/BurkinaFaso0520_web.pdf

24. Voir l'exemple du Burkina Faso : Attaques de groupes armés contre des enseignants, des étudiants et des écoles au Burkina Faso : <https://www.hrw.org/report/2020/05/26/their-war-against-education/armed-group-attacks-teachers-students-and-schools>

particulièrement dommageable pour la santé physique et mentale des enfants et des jeunes.

Les attaques contre l'éducation **ont compromis la capacité des écoles à protéger les enfants des risques à caractère social**. Le fait de ne pas être scolarisés ou d'être obligés de parcourir de plus longues distances et de rester loin de chez eux en raison de la fermeture des écoles de village entraîne une exposition accrue des enfants **aux violences basées sur le genre, aux mariages et grossesses précoces, au travail forcé ou au recrutement par des groupes armés**.

Au Nigéria, à la suite de la fermeture des écoles dans les États du nord, on a constaté une augmentation des cas de mariages d'enfants et de grossesses précoces chez les filles d'âge scolaire²⁵. Le Niger, le Burkina Faso et le Mali occupent déjà les 1er, 4e et 5e rangs des taux les plus élevés de femmes mariées ou en union à l'âge de 15 ans et à l'âge de 18 ans en Afrique de l'Ouest et du Centre, et parmi les plus élevés au monde²⁶. Avec les contraintes sanitaires et sécuritaires, les filles seront davantage exposées au risque de mariage d'enfants et les grossesses précoces risquent d'augmenter.

Les GANE profitent de la déscolarisation de millions d'enfants et de la situation précaire, mais aussi de la relative paralysie du système éducatif,

25. Nigéria : sept ans après Chibok, le gouvernement échoue à protéger les enfants : <https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2021/04/nigeria-seven-years-since-chibok-the-government-fails-to-protect-children/>

26. <https://www.unicef.org/wca/media/2596/file/Child%20Marriage%20in%20WCA%20-%20At%20a%20Glance.pdf>



qui est en temps normal un espace de protection essentiel pour les enfants, pour recruter massivement de nombreux enfants et jeunes²⁷. Le recrutement d'enfants dans les groupes armés a notamment été documenté dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du **Cameroun** ces dernières années.

Une fois qu'ils sont recrutés, la plupart des enfants dans les groupes armés n'ont accès à aucune forme d'éducation. Les enfants non scolarisés sont plus vulnérables au recrutement, en particulier les orphelins et les enfants séparés de leur famille. Les enfants sont souvent recrutés avec de fausses promesses d'éducation, de sécurité et d'argent. Les enfants des groupes armés sont souvent maltraités, exploités et parfois tués, et peuvent être forcés à participer à des atrocités ou à en être les témoins²⁸. Les filles qui sont recrutées de force sont utilisées dans des opérations militaires de diverses manières, notamment dans des combats directs ou attentats suicides. Dans le nord-est du Nigéria, Boko Haram a utilisé des femmes et des enfants comme kamikazes. Les experts pensent que beaucoup de ces enfants avaient été enlevés auparavant, notamment dans des écoles²⁹.

Globalement, les attaques contre l'éducation auront des conséquences dramatiques à long terme pour toute une génération d'enfants et des communautés entières, mais aussi **pour le développement socio-économique des pays affectés**. L'accès à l'éducation est lié à des gains économiques avantageux, notamment des revenus plus élevés tout au long de la vie et davantage de perspectives d'emploi³⁰. D'autre



©UNHCR/Alassane Guindo

part, des niveaux élevés d'absentéisme chez les enseignants entraînent des pertes importantes en termes d'apprentissage et d'économie³¹. Les élèves qui subissent une baisse importante de leur niveau d'éducation sont plus susceptibles d'être confrontés à une productivité et à des revenus moindres tout au long de leur vie, ainsi qu'à des perspectives d'emploi moindres. Cela pourrait entraîner la perpétuation de la pauvreté et de l'inégalité intergénérationnelles, en particulier pour les enfants qui sont déjà économiquement vulnérables. Les élèves pourraient prendre du retard dans leur apprentissage en raison de la fermeture prolongée des écoles, ce qui entraînerait des inégalités entre pairs à l'école et plus tard dans la vie. Cela pourrait se traduire par des problèmes de productivité et de croissance pour l'ensemble de la société³².

Pour chaque pays de la région d'Afrique occidentale et centrale, le coût de la perte d'accès à l'éducation en raison du conflit pourrait être incalculable : nous devons veiller à ce que les enfants des zones touchées par un conflit puissent retourner **à l'école en toute sécurité, aient accès aux services de santé, mangent à leur faim et soient protégés**. La mise en œuvre de la Déclaration sur la Sécurité dans les Écoles représente une opportunité clé de s'attaquer à la crise d'apprentissage et de protection liée aux attaques contre l'éducation.

27. https://resourcecentre.savethechildren.net/node/19628/pdf/sahel_armed_groups_final_en_181021_0.pdf

28. La crise de l'éducation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest : https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20210219_acaps_thematic_report_cameroon_education_crisis_north_west_south_west_regions.pdf

29. Impact des attaques sur l'éducation : https://protectingeducation.org/wp-content/uploads/documents/documents_impact_of_attacks_on_education_nov_2019_lowres_webspreads.pdf

30. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/28340/9781464810961.pdf>

31. <https://www.unicef.org/wca/media/7131/file/Reimagining-Financing-for-Education-Policy-Brief.pdf>

32. <https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC121071/jrc121071.pdf>

RECOMMANDATIONS



©NRC/Ingebjørg Kårstad

En juin 2021, plus des $\frac{3}{4}$ des pays d’Afrique de l’Ouest et centrale³³ avaient approuvé la Déclaration sur la Sécurité dans les Écoles, ou Safe Schools Declaration (SSD). Ces pays se sont engagés à prendre des mesures pour prévenir les attaques contre l’éducation et l’utilisation militaire des écoles, à collecter et à communiquer les données sur les attaques, à mettre en place des systèmes de prévention et de réponse aux attaques et à veiller à ce que les responsables de ces abus soient poursuivis.

Le **Groupe de Travail Régional sur l’Éducation en Situations d’Urgence**³⁴ appelle tous les

gouvernements d’Afrique de l’Ouest et centrale qui n’ont pas encore adopté la Déclaration sur la Sécurité des Écoles à le faire. Pour ceux qui l’ont approuvée, à la mettre en œuvre, notamment en y allouant des ressources adéquates, et à s’attaquer à l’impact spécifique des attaques contre l’éducation sur les enfants en veillant à ce qu’ils aient toujours accès à l’éducation en période et dans les zones de conflit. La mise en œuvre de la Déclaration sur la Sécurité dans les Écoles et une volonté politique forte de préserver l’accès à l’éducation sont le seul moyen de ne pas compromettre les chances des enfants d’acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à la reconstruction et au développement de leur pays.

33. https://www.regjeringen.no/en/topics/foreign-affairs/development-cooperation/safeschools_declaration/id2460245/

34. <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/west-and-central-africa/education>

Recommandations aux Gouvernements

- Veiller à ce que des organes de décision et des mécanismes de coordination inclusifs et transparents soient mis en place et fonctionnent afin de mettre en œuvre la Déclaration sur la Sécurité dans les Écoles ; veiller à ce que les expériences, les opinions et l'expertise des enseignants et des élèves soient prises en compte. Par exemple, le Mali et le Nigéria, parmi d'autres pays, ont créé des comités nationaux chargés de guider les responsables dans l'application de la déclaration et de protéger les écoles.

- Mettre fin à l'utilisation militaire des écoles : garantir la mise en œuvre intégrale des Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés³⁵ en tant que norme minimale et former les forces de défense et de sécurité nationales à stopper l'utilisation des établissements d'enseignement à des fins militaires et à l'interdiction de la violence sexuelle. Par exemple, au Mali, en mars 2020, le comité technique de la Déclaration sur la Sécurité dans les Écoles a lancé un plan d'action avec des activités concrètes pour diffuser ces Lignes directrices, et intégrer la protection des écoles et des universités dans la législation nationale. En 2020, la Commission nationale des droits de l'homme du Nigéria a lancé un programme de formation de deux jours pour son personnel sur les principes de la Déclaration sur la Sécurité dans les Écoles, afin de renforcer leur capacité à protéger l'éducation contre les attaques.

- Veiller à ce que les attaques contre l'éducation fassent systématiquement l'objet d'une enquête et que les responsables soient poursuivis.

- Renforcer le suivi et le signalement des attaques contre l'éducation (y compris les incidents de violence sexuelle et les menaces spécifiques à l'encontre des étudiantes et des enseignantes), notamment en ventilant les données par type d'attaque contre l'éducation,

sexe, âge, lieu, personne ou groupe responsable, nombre de jours de fermeture de l'école et type d'école, afin d'améliorer les efforts de prévention et de réponse aux attaques contre l'éducation.

- Soutenir le maintien et la continuité d'une éducation sûre pendant les conflits armés et le rétablissement de l'accès à une éducation sûre après une attaque, et plus particulièrement :
 - Veiller à ce que la sécurité et le bien-être des enfants soient toujours placés au centre du processus décisionnel de réouverture des écoles, en tenant compte des aspects liés à la santé, à l'éducation et à la protection, y compris l'accès à des possibilités d'apprentissage à distance et alternatives. Lorsque les écoles sont fermées ou inaccessibles en raison de conflits, il est nécessaire d'engager le dialogue avec les différentes parties prenantes communautaires et religieuses et identifier des alternatives éducatives plus sûres, sensibles aux conflits et aux cultures ;

- Systématiser les mesures visant à prévenir les attaques contre l'éducation : réhabiliter et sécuriser les écoles endommagées ou détruites (y compris par le biais du déminage), négocier pour la réouverture des écoles fermées et la non-occupation des écoles par les groupes armés, mettre en place des systèmes d'alerte précoce et des plans d'intervention d'urgence (en consultation avec les communautés scolaires), renforcer les capacités du personnel éducatif, former les enfants et les enseignants à l'autoprotection, notamment par le biais de l'approche « Écoles sûres ».

- Promouvoir et soutenir la protection et le bien-être des enseignants, en particulier lorsqu'ils sont déployés dans des zones difficiles d'accès et touchées par des conflits, en reconnaissant l'impact des crises sur les enseignants, sur leur vie personnelle et sur leur capacité à faire leur travail, et en leur apportant un soutien complet aux niveaux individuel, scolaire, communautaire et national.

35. Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés : https://protectingeducation.org/wp-content/uploads/documents/documents_guidelines_en.pdf

Recommandations à la Communauté Internationale

- Utiliser les Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés dans les efforts visant à convaincre toutes les parties au conflit, y compris les GANE, de respecter le droit à l'éducation.
- Soutenir des mesures de protection renforcées : étendre le soutien aux mesures de sécurité renforcées, y compris les systèmes de communication d'urgence, en particulier pour les communautés rurales, les systèmes d'alerte précoce systématiques, le développement de plans de sûreté et de sécurité complets dans les écoles, et les programmes de formation à la sécurité pour les éducateurs et les étudiants.
- Soutenir la sécurité des écoles en tant que composante du mandat de maintien de la paix des Nations Unies. Veiller à ce que les missions de maintien de la paix aient le mandat, le cas échéant, et la capacité de surveiller, de signaler et de réagir aux attaques contre les écoles, à l'utilisation militaire des écoles, aux enlèvements et au recrutement d'étudiants et de personnel éducatif.
- Donner la priorité et financer des mesures visant à prévenir, atténuer et répondre aux attaques contre l'éducation dans le cadre de la réponse humanitaire et des plans et programmes de développement ; investir dans l'éducation en situations d'urgence, pour fournir une éducation protectrice afin de préparer les enfants à la transition vers des parcours d'apprentissage à plus long terme, et aider à briser le cycle du conflit et à construire une paix à long terme.
- Soutenir la création d'environnements d'apprentissage sûrs, protecteurs et inclusifs, en veillant à ce que tous les enfants et les jeunes soient physiquement et émotionnellement en sécurité, à l'abri de tout danger, de la violence ou des abus, grâce à l'intégration d'approches de soutien psychosocial et l'amélioration des systèmes de référencement vers les services appropriés.
- Mobiliser les figures influentes locales pour les aider à demander des comptes et veiller à ce que les auteurs d'attaques soient traduits en justice.



Recommandations aux gouvernements et/ou à la Communauté Internationale, lorsque cela est possible, d'utiliser la Déclaration sur la Sécurité dans les Ecoles pour pousser les dirigeants des groupes armés non étatiques à :

- Adopter et mettre en œuvre les Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés.
- Signer et mettre en œuvre la Déclaration d'engagement de l'Appel de Genève pour la protection des enfants contre les effets des conflits armés³⁶, notamment en ce qui concerne les espaces éducatifs.
- Mettre fin à toutes les attaques contre l'éducation, y compris les attaques contre les écoles, les étudiants et les enseignants, et aux abus spécifiques contre les étudiantes, les enseignantes et autres personnels de l'éducation. Par exemple, en République centrafricaine, un groupe armé a signé un plan d'action avec le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés (SRSG CAAC), dans lequel il s'engage à ne pas attaquer les écoles³⁷.
- Mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants de moins de 18 ans et suspendre de

leurs fonctions, dans l'attente d'une enquête, tous les commandants dont il est allégué de manière crédible qu'ils ont recruté et utilisé des enfants soldats, y compris des filles, pour quelque raison que ce soit.

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) commises par les combattants, notamment en mettant fin à tous les mariages forcés et les mariages d'enfants, et traduire les combattants en justice, conformément aux normes internationales.
- Respecter le droit international : prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les combattants respectent strictement le droit international humanitaire et les principes du droit international des droits de l'homme, notamment en émettant des directives spécifiques, en adoptant des politiques internes ou en créant un code de conduite qui intègre les obligations du droit international humanitaire concernant la protection de l'éducation et l'interdiction des violences sexuelles et du recrutement et de l'utilisation des enfants.

36. https://www.genevacall.org/wp-content/uploads/dlm_uploads/2013/12/DoC-Protecting-children-in-armed-conflict.pdf

37. <https://childrenandarmedconflict.un.org/action-plan-to-protect-children-signed-in-the-central-african-republic/>



DRC DANISH
REFUGEE
COUNCIL



NRC NORWEGIAN
REFUGEE COUNCIL



OPERATED BY NRC



Save the Children



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



unicef 
for every child